

3337

Janvier 51 (a)

LE FASCISME ENVAHIT L'AMERIQUE

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 250

VENDREDI 5 JANVIER 1951
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

Que peuvent les Hommes L'EUROPE et la GUERRE

L'Allemagne divisée

BIEN que les augures ne cessent de répéter le contraire, le réarmement de l'Europe (à supposer qu'il soit possible) ne peut qu'aggraver la tension internationale. Nul homme sensé ne peut admettre que le Kremlin ne réagisse avec violence avant que ne soit édifiée une ceinture de fer allant de l'extrême Nord Norvégien au détroit de Messine. Mais aussi nul ne croit sérieusement qu'un tel projet soit réalisable. Les plus optimistes n'avouent-ils pas que si tout va pour le mieux, dans deux ans, l'Europe disposera de 50 divisions (à opposer aux quelques 150 à 200 divisions russes qui attendent l'arme au pied)? D'autre part, on ne peut oublier le facteur allemand, d'une importance considérable, non seulement au point de vue matériel humain, mais aussi et surtout au point de vue potentiel industriel. Que l'arsenal de la Ruhr, dès les premiers jours d'un éventuel conflit tombe aux mains des bolcheviks, ce serait catastrophique pour le camp adverse. Et ce d'autant plus que Luxembourg, Sarre et Lorraine subiraient inéluctablement la même sorte.

(Suite page 4, col. 3.)

IL est clair que les budgets militaires se font de plus en plus accablant et nous ne pensons pas que cette croissance pourra se poursuivre encore pendant des années. De 11 milliards de dollars en 1947, le budget militaire américain est passé à 46 milliards de dollars et le budget militaire soviétique proposé par Zverev atteint à peu près cette somme fabuleuse. Un journal du soin indiquait récemment que de source américaine, dans les prochaines années, la masse de capitaux consacrés à l'armement serait DEGRESSIVE, en d'autres termes, lorsque l'effort militaire aurait fait son plein, c'est que la « sécurité » serait suffisante pour voir venir et en cas d'aggravation de la situation, internationale pouvoir riposter. Il y voit donc l'économie américaine et l'économie soviétique entraînées dans un cercle vicieux où la peur et le besoin de sécurité, la méfiance et la rivalité irréductible jouent le rôle de stimulants, dépensent toutes leurs performances, marchent au régime de plein emploi pour forger en abondance les armes coûteuses et redoutables des guerres modernes. Les contribuables de tous les continents paient une production qui doit détruire et être détruite, les travailleurs fabriquent des Jeep de 700 à 900.000 francs, des chars de 50 millions, des bombardiers de centaines de milliers, des unités navales de combat de plusieurs milliards. On peut faire des économies de bout de chandelle pour construire des sanatoria, on peut rognier lorsqu'il s'agit de postes d'institutrices et de médecins de dispensaire; on peut y regarder à deux fois pour construire des logements, mais pour ce qui est du budget de guerre, en France comme en Angleterre, aux Etats-Unis comme en U.R.S.S., c'est sacro-saint. La « SECURITE » prime tout. Pour

tant à y voir de très près, les Staline et les Truman, les Mao Tsé Tung et les Tchang Kai Chek, les Adenauer et Grotewohl, parlent sans cesse de sécurité pour légitimer leur tyrannie, fabricants de l'Histoire et esclaves de cette dernière pour réaliser leur hédonie et celle de leur Administration, il leur faut parler de sécurité, dire sans cesse que la sécurité est menacée et que les sacrifices les plus grands ne sont rien si cette sécurité peut être assurée, par la guerre et par la victoire.

Et pourquoi cette lutte? Est-ce parce que l'U.R.S.S. est socialiste que le Pentagone dépense tant de dollars pour la détruire?

Est-ce parce que l'Amérique est capitaliste que le Gouvernement soviétique depuis 30 ans, a sacrifié le bien-être possible des populations à une politique d'armement à outrance? Il y a du capitalisme et du socialisme d'Etat dans les deux systèmes. En U.R.S.S. lorsque la bureaucratie militaire, politique et intellectuelle se partage le tiers du revenu national du pays, tandis que les valeurs capitalistes, salaires au ren-

(Suite page 4, col. 1.)

“Défense” de la France

PENDANT que les journalistes se perdent en conjectures, pendant que les ministres et autres ambassadeurs nous font leurs vœux pour la nouvelle année, la guerre se prépare en France. Plus exactement la « drôle de guerre ». Des deux côtés, on met en place le dispositif. C'est ainsi que dans le n° 20 des « Cahiers internationaux du Parti Communiste », le général Y... fait une étude approfondie de la position des staliniens en cas de guerre. On pourrait s'attendre à ce qu'ils descendent dans la rue au soir de la mobilisation. Eh bien! on se tromperait. Ils entendent paralyser la mobilisation non point par la violence, mais par la douceur :

Il y aurait, d'après le général Y..., 50 % des Français qui ne répondraient pas à la mobilisation.

Les forces armées russes n'auraient d'ailleurs pas l'intention d'enfoncer l'Europe, mais c'est l'Asie qui serait le siège d'une « insurrection proprement révolutionnaire », alors que les divisions russes chercheraient à priver l'offensive atomique de ses bases, elles « culbuteraient » les résistances américaines et canadiennes et se rendraient maîtresses de l'Alaska en un temps extrêmement rapide et porterait sans doute la menace de la guerre jusqu'à Vancouver et Seattle ».

C'est n'est que dans une phase secondaire de la guerre que les Russes envahiraient l'Europe. Le général Y... se refuse à faire la moindre prévision au-delà de cette phase de la guerre, nous pourrons donc conclure qu'il n'y aura pas de maquis communiste si les événements se déroulent comme il l'entend.

Il nous semble cependant hasardeux de faire toute confiance au rapport du général Y... et il nous semble que l'organisation clandestine communiste doit être suffisamment préparée pour faire face à toute éventualité, d'autant plus que l'expérience de la « Résistance » a dû servir. Mais s'il paraît logique que

les communistes envisagent la possibilité d'une guerre de guerrillas, d'une guerre de partisans, il paraît singulier que le gouvernement en fasse autant. Ainsi marchent les événements, pourtant, que la guerre de guerrillas s'est officialisée et que des généraux, gens très sérieux à l'ordinaire, s'en occupent dans des journaux de droite, comme par exemple « Paroles Françaises ». On a même trouvé un charmant euphémisme, « Défense en Surface ». Et on nous expose très sérieusement qu'il y a deux fronts: l'un formé par les soldats ordinaires, selon la méthode ordinaire, sera opposé aux divisions russes selon une ligne plus ou moins solide. De celui-ci, formé selon les conceptions de la guerre habituelle, nous ne nous occuperons pas. C'est le deuxième front qui est intéressant. Qu'est-ce au juste que ce 2^e front? Ce n'est autre que la fameuse « garde territoriale » de Jules Moch. On a fait beaucoup de bruit autour de cette garde territoriale au temps où M. Jules Moch l'a lancée, mais il semble que l'on n'a pas remarqué que M. Jules Moch était à l'époque ministre de la Défense Nationale (en bon français, ministre de la Guerre) et non ministre de l'Intérieur et que cette garde avait non pas un rôle policier, mais un rôle militaire.

Elle est, en effet, destinée à constituer ce deuxième front qui remplacera le premier. En effet, nos généraux pensent que le premier cédera assez rapidement. Pensez, 50 divisions européennes à opposer en tout et pour tout aux 200 divisions soviétiques massées de l'autre côté de l'Elbe.

Mais la France envahie, rien n'est perdu, la vigilante et démocratique Amérique reste debout.

Et c'est alors que le « 2^e front » s'insère dans les plans de nos stratégies. Il est constitué d'unités dont le caractère principal n'est pas le nombre, mais la mobilité. Unités qui sont chargées de prospecter une partie bien déterminée du territoire, dans lesquelles évidemment tout élément suspect a été éliminé.

(Suite page 2, col. 2.)

3 ACTIONS DE PIE XII

TOUS les chefs d'Etat manifestent en ce moment une activité géante: de Nehru à Tito et d'Atlee à Mao Tsé Tung, c'est à qui sera le plus parler de lui.

Mais on ne saurait passer sous silence l'activité sans cesse accrue et si efficace du Saint Père, chef à la fois du plus petit Etat et du peuple le plus nombreux de la terre.

En effet, dans un laps de temps très court — car il avait peur d'être gagné de vitesse par les événements — le pape a réalisé trois actions énergiques qui commandait avec instance l'urgence de l'actualité.

Tout d'abord, il a proclamé le dogme de l'Assomption, d'après lequel la montée au ciel, en corps en ame de la Sainte Vierge constitue une vérité révélée. La croyance à cette vérité était facultative depuis dix-neuf siècles; c'est dire que sa proclamation en tant que dogme n'avait

que trop de retard et ne pouvait attendre un jour de plus, en les heures d'incertitude que nous vivons. Pour les athées, voilà une bien fâcheuse nouvelle. Il y a déjà un si grand nombre de vérités révélées auxquelles ils ne croient pas qu'on se demande comment ils feront pour nier encore celle-ci après tant d'autres.

En second lieu, poursuivant son activité inlassable, le très bienfondé pontife a annoncé la découverte du tombeau de saint Pierre, qui se trouvait comme par hasard dans le sous-sol de la basilique vaticane, de sorte que, depuis des siècles, les papes ont foulé sans le savoir la dalle du sépulcre du premier des apôtres. On en a exhumé, paraît-il, des ossements, aussi ratatinés que ceux d'un homme de Cro-Magnon. Cette découverte sensationnelle a transporté d'enthousiasme les peuples jusqu'ici frivoles et insouciant de notre heureuse chrétienté.

(Suite page 2, col. 2.)

Les 100 frs du “LIB” ONT MAINTENANT ÉTÉ VERSÉS PAR 600 CAMARADES ! mais pour que vive le “LIB” CES CAMARADES VERSERONT chaque semaine !

(Voir en page 2,
la 4^e liste de souscription)

Le Temps
de l'échéance
approche :
COMMENT
FAIRE FRONT ?



Au moment où les « gens sérieux » se perdent en considérations nostalgiques et larmoyantes sur « l'année qui vient de s'écouler », ou encore formulent gravement des vœux « de Paix et de Prospérité », quelle sera l'attitude des Anarchistes?

Sans nous attarder à un sentimentalisme que la gravité des circonstances rend criminel, il nous incombe une fois de plus de faire le point, de déterminer avec le plus de précision possible quelles sont les données de l'heure :

Nous constaterons, tout d'abord, que depuis le 25 juin 1950, date à laquelle le conflit « coréen » s'est déclenché, nul élément d'espoir n'est intervenu. La guerre menace toujours. Les U.S.A. et l'U.R.S.S. n'ont pas ralenti leur effort de guerre. Le rythme de la production dite stratégique s'est accéléré dans le monde entier. L'Europe s'apprête à réarmer. La France sera bientôt prête à soumettre ses habitants à un régime d'exception pour les forcer à prendre part à la préparation du suicide collectif.

Nous affirmerons ensuite, sans hésitation aucune, que les peuples n'ont, en général, pas su réagir au sort qui leur est fait. Il n'est que trop évident, en effet que les hommes n'ont pas encore, dans leur ensemble, pris conscience des maux qui les menacent et que l'apathie des populations reste entière: jamais la revendication ouvrière n'a été plus faible, jamais la conscience sociale n'a été moins intense.

COMMENT, DANS CES CONDITIONS, FAIRE FRONT A L'AVENIR ?

Nous nous souviendrons, d'une part, que quelle que soit la volonté de guerre des Etats, ils seraient impuissants, privés du soutien populaire. Nous serons persuadés, d'autre part, que l'apathie des peuples n'est que transitoire et qu'une authentique énergie révolutionnaire faillissant tout à coup, risquerait de transformer complètement la situation.

Pourrions-nous, après cela, rester inactifs, ne pas œuvrer à susciter partout où c'est possible, des îlots de conscience révolutionnaire, des FOYERS DE RESISTANCE ACTIVE A L'ASSERVISSEMENT MATERIEL ET MORAL qui accompagne la préparation au massacre ?

Evidemment non! Nous nous emploierons à inspirer, renforcer, soutenir toute agitation non politisée dans le domaine social: qu'il s'agisse de manifestations, de grèves ou d'actions plus amples encore, tout devra être mis en œuvre pour faire hésiter les « grands » de ce monde, et pour faire comprendre à tous les Résignés qu'une action réelle pour la Paix peut aboutir à des résultats.

Est-il à dire que là se borneront nos efforts, que nous nous refuserons, pratiquant la politique de l'autruche, à NOUS PREPARER AUX PIRES EVENTUALITES?

LA POSITION « 3^e FRONT » que la Fédération Anarchiste a adoptée ne signifie pas seulement, nous ne lassons pas de le répéter, que nous lutterons de toutes nos forces contre le déclenchement de la guerre universelle, que, sur le plan social, nous encouragerons la revendication sous toutes ses formes, elle signifie en même temps, que jamais nous ne nous laisserons aller à un optimisme de visionnaires, que nous aurons toujours à l'esprit la nécessité d'assurer la continuité de notre action, QUELLES QUE SOIENT LES CIRCONSTANCES. Si la guerre n'est jamais fatale comme nous l'écrivions récemment, elle reste toujours possible, et c'est pourquoi l'agit, pour nous, comme pour tous ceux qui tiennent à sauvegarder certaines valeurs humaines dans un monde qui risque de sombrer complètement dans la folie, de s'ORGANISER DE LA MANIERE LA PLUS SERIEUSE, la plus efficace...

D'ores et déjà, nous savons que nous ne serons pas seuls, qu'à nos côtés viendront des hommes décidés à mener le combat jusqu'au bout. Aussi bien, jamais il n'y aura assez de sympathisants, de militants à diffuser ce journal, à participer à l'activité des groupes de notre Fédération, à introduire dans les syndicats, les usines, les entreprises, les chantiers, les bureaux, les universités, L'ARME IDEOLOGIQUE QU'EST LA POSITION 3^e FRONT, leur espoir à la fois de Paix et de Liberté.

Le moment est déjà venu, pour tous nos amis, de se joindre résolument à nous, de venir organiser en commun la revendication dans le Pré-sent et l'insoumission dans l'Avenir. La Fédération Anarchiste lance un appel à tous les hommes qui ont compris que le salut ne saurait venir de Moscou, ni de Washington; qu'ils viennent se regrouper autour de la POSITION « 3^e FRONT » pour que s'organise la CONQUETE DE LA LIBERTE.

L'Amérique et son destin

Al'heure où un clan Mac Carthy-Mac Arthur, impulsant une diplomatie de gangsters, a précipité la course mondiale à l'abîme, on peut se demander pourquoi de telles inepties ont pu être énoncées et accomplies en accord avec une très importante fraction de l'opinion publique américaine. Pourquoi la presse et la radio des U.S.A. ont-elles pu déifier ce général borné, en faire un héros digne des plus audacieux « supermén » des « comics ». Pourquoi tant de lauriers tressés à un homme dont toute la pensée politique et militaire pourraient se résumer ainsi : « Leur rentrer dans le chou et leur casser la gueule », sous-entendant qu'ils n'oseraient pas se défendre parce que, nous, nous sommes les Américains...

La réponse est aisée. L'Américain moyen se reconnaît dans Mac Arthur, et, compte tenu des connaissances techniques, on le mettrait à la place de Mac Arthur qu'il agirait de la même façon. L'Américain moyen est aussi bien marchand de bretelles (comme le fut Truman), que gouverneur d'Etat, chef de police, membre du Congrès, généralissime ou président des U.S.A. La standardisation américaine joue, comme ailleurs, dans le domaine politique. Le monsieur qui lit « comment gagner de l'argent et se faire des relations », qui a une idée par jour parce que c'est comme ça qu'on fait fortune, cet espèce de raté grotesque dont la maturité intellectuelle se satisfait du Readers Digest, sévit du haut en bas de l'échelle politique. Il est électeur et il est élu. Il envie ces personnes de « durs » que nous retrouvons dans la « Série

Noire », et, sitôt qu'il a un peu de puissance entre les mains, il joue au dur avec la plus parfaite inconscience des conséquences de ses actes. Nous pouvons faire notre prière pour que M. Truman ne joue pas au dur avec la bombe atomique. Il est vrai qu'il y a le précédent de Roosevelt, qui a joué au dur avec son ultimatum de honte au Japon, ce qui a déclenché la guerre du Pacifique (et démontré l'impréparation yankee). Et cependant un Truman fait figure d'élément modérateur à côté des excès du Congrès qui réclament l'écrasement atomique de la Mandchourie, bien que les experts déclarent que c'est une stupidité, même du point de vue militaire. Mieux encore, le gouverneur Stassen déclare au beau milieu des négociations de « cessez le feu », et après une entrevue personnelle avec Mac Arthur, qu'il faut

immédiatement lancer un ultimatum aux Chinois, et après son rejet commencer contre eux la guerre totale. Voilà un superbe encouragement aux négociateurs, et un magnifique exemple comme quoi les Américains n'ont rien appris, bien au contraire, depuis Roosevelt.

Ce qui est tragique, c'est cette quasi-universalité de la façon américaine de vivre, « American way of life », avec des variations qui ne dépendent que de l'importance du poste en banlieue. Il y a certes des classes méridionales qui ne le subissent que comme une contrainte, mais la seule façon pour eux d'échapper à l'oppression de leur milieu est, précisément, d's'américaniser. Ce qu'ils tentent sans répit. Lorsqu'ils s'abreuvent avec délices de la presse de M. Hearst, lorsqu'ils se passionnent pour les défilés de girls et d'éléphants qui marquent la propagande électorale, lorsqu'ils appartiennent aux ligues de protection de ceci et d'autre, d'interdiction de cela (toujours dans la voie de l'American way of life), lorsqu'ils auront acquis l'espionnage atomique et anti-américain, lorsqu'ils auront décidé qu'ils ne sont pas anti-capitalistes parce qu'il faut laisser à chacun sa chance d'arriver dans la vie, lorsqu'ils auront un frigidaire

(Suite page 2, col. 3.)

LES RÉFLEXES DU PASSANT



LE BON SENS

emblème du minimum vital des futurs économiquement faibles. C'est lui qui soulève l'enthousiasme des patriotes lorsque parle de Gaulle ou De Gaulle ! C'est lui encore qui, tout enfant, nous révèle de sublimes certitudes : la France est notre mère. Pour faire travailler les ouvriers, il faut des patrons. Tous les Français sont égaux en droit (et inégaux devant le bœuf). La propriété c'est lui toujours qui nous permet de saisir toute la beauté de la guerre. Je dis bien : de la guerre. Et oui ! S'il n'y avait pas eu de guerres, il n'y aurait jamais eu de bataillons, donc de gloire, de bannière claquante au vent, et de Vercingétorix à Lècere, toute une splendide lignée de tueurs professionnels n'aurait pas écrit l'histoire de France à coups de gosse d'Austerlitz, et la France ne serait qu'un ramassis de pauvres types sans étoiles, sans képi, sans sabre, sans traditions.

On le sait que certains déplorent les méfaits de la guerre. Mais là encore intervient le bon sens. Il vous prend par la main et vous montre le ciel : Dieu. C'est Dieu qui a tout créé : c'est lui qui détermine tout : les clochards, les marchands de canons, Staline, Truman, la syphilis et le choléra, les prêtres et la Pape, les bordels et les B.O.F., les gaz asphyxiants et la bombe atomique.

La bombe atomique que préconise l'homme du 18 Juin (qui à la prochaine sera probablement en Patagonie), cette bombe grâce à laquelle nous serons enfin réconciliés, nous les Français. Et unis. Et rassemblés. Et cœurs comme coquilles (de Bikini). Dans un tas de cendres, face au bon sens.

OLIVE.

L'Amérique et son destin

(Suite de la première page)

rique, ce seront des Américains, et des « vrais » !

L'américanisme est donc un chancré qui dévore sans cesse ses bords, et dont l'adoption est la seule façon de cesser de ressentir la quotidienne comme une contrainte. Autrefois traditionnelle, ethnique, religieuse, ne peut à la longue lui résister. Même des militants catholiques se promènent avec d'immenses pancartes : « Pour aller au Paradis

Un seul chemin ». Le Christ — comme s'il s'agissait de vanter les qualités d'un aperitif. La puissance de l'américanisme se marque au fait que la classe ouvrière elle-même en est largement intoxiquée, et que c'est elle qui a récemment aidé à réécrire l'ultra-révolutionnaire Taft, l'homme des lois anti-grèves. Inutile de préciser combien cet état d'esprit ait l'expansion du grand capital yankee.

Les règles de vie extérieures et hypocrites, la responsabilité à l'imitation. Dans la pratique, tout ce qui faisait la sève, la richesse, la saveur de notre culture, non seulement dans ses œuvres élaborées, mais encore dans les moindres réactions de la vie quotidienne n'importe quel travailleur, tout ce trésor lentelement amassé et jeté au feu par le Nouveau Monde. Le parvenu américain est incapable de transformer sa richesse matérielle en richesse culturelle et morale. L'histoire des milliardaires des années vingt qui se faisaient construire des résidences en forme d'églises gothiques est tout un poème, et un symbole plus général. Il semble que le « Meilleur des mondes », d'Aldous Huxley, « La sphère et la croix » de Chesterton, le dernier livre de Orwell, et bien d'autres fantaisies et anticipations, marquent assez bien à leur manière le sens de l'américanisme.

Nous le répétons, le phénomène de base de toute l'évolution, si on l'envoie sous l'angle psychologique, qui est le nôtre aujourd'hui, c'est cette immense révolte devant le sentiment de responsabilité qui préside les U.S.A. sur la voie de l'anti-culture. Combiné précaire est la fausse sécurité morale que leur idéologie procure aux Américains, il suffit pour s'en rendre compte de mesurer la violence avec laquelle ils condamnent tout ce qui est « non américain », qui fuient comme la peste.

C'est de la même façon que les nazis fuyaient tout ce qui était censé, de près ou de loin, toucher au judaïsme. Ce qui est non américain est tenu pour responsable de tout le mal au même titre que le Juif en Allemagne. Dans cet ordre de choses, le « rouge » représente le plus parfait bouc-émissaire que les Américains aient trouvé à leurs responsabilités.

Il est significatif de constater que toute liquidation de la culture s'accompagne de la recherche d'un bouc-émissaire qui est censé être lui, le véritable ennemi de la culture. Le National Socialisme, en même temps qu'il pronait en sculpture le réalisme douteux d'un Arnold Breker, luttait contre toute recherche d'avant-garde qualifiée d'art juif, décadent. Certes, les U.S.A. n'ont pas encore pris l'habitude systématique de procéder à des auto-dafé de livres sur les places publiques, mais toute une série d'écrivains (comme par hasard ceux qui présentent une réelle valeur du point de vue de la culture) sont déjà qualifiés de « rouges » et brimés en conséquence.

Reste à savoir où mène, politiquement, ce rejet de la responsabilité. Là encore, les conséquences sont claires. Toute abdication de la libre activité pleinement assumée comme activité de l'individu, voulue et jugée par lui, tout révolte devant le poids des actes, en un mot tout infantilisme dans le comportement individuel comme dans le comportement social, n'est autre chose qu'un appel au totalitarisme d'Etat en même temps que le symptôme indéniable de sa constitution. Une société n'est libre que pour autant que ses membres se sentent pleinement responsables de leur action au sein de cette société. Au contraire, une société dont les membres cherchent à se décharger de leurs responsabilités est prête à aliéner sa liberté à un appareil d'Etat, à transformer toute fonction sociale de production, de répartition, d'assistance, de pensée, de lois, d'initiative, en fonction d'Etat. Le totalitarisme d'Etat est la rangée de cette fuite devant les responsabilités.

L'Ethique se ramène ainsi à ce qui peut être la science, la transcendance des valeurs humaines à l'observation de

Comme l'industrie, le commerce et l'agriculture escamotent de substantiels profits du réarmement intensif et même de la guerre, l'accord a été assez facile. Cet exemple montre que, si la domination bureaucratique tend à s'étendre là comme elle le fait dans le monde entier, il n'en reste pas moins que la position du vieux capitalisme semi-prive est toujours très solide. Et ce caractère mixte de la gestion économique, semi-électrique, semi-prive, laisse ouverte la possibilité d'une crise, mais qui n'en apparaît pas moins en tant qu'éventualité théorique à l'avenir du pays.

Peut-être une telle crise provoquerait-elle l'éclatement de l'américanisme, en tant que mythe de la solidarité et de la solidité de la nation américaine. Car, au fond, ce sentiment de la solidarité nationale repose sur le fait que le développement de la productivité américaine permet aux capitalistes d'assurer aux masses un niveau de vie relativement très élevé. C'est lorsque les circonstances obligent à réduire ce niveau de vie que la lutte des classes aux U.S.A. prendra une large ampleur, et que la société tout entière prendra conscience de sa structure d'exploitation de la masse des travailleurs. Peut-être se produira-t-il alors un éclatement dans la marche des U.S.A. vers le totalitarisme, sous forme de deux bureaucraties hostiles, candidates au pouvoir, l'une soutenue par les éléments ouvriers, l'autre par les éléments capitalistes ? C'est le grand espoir du stalinisme, qui réussirait ainsi à prendre pied sur le continent. Ou bien des éléments libertaires sauront susciter un grand courant de gestion directe et anti-bureaucratique de l'économie par les travailleurs eux-mêmes ?

Les hypothèses demeurent posées. Pour l'instant, les révolutionnaires libertaires n'ont pas de prise sur l'immense réalité américaine. Une chose, cependant, se dégage positivement pour eux de l'analyse des U.S.A. La démocratie américaine a plus à voir avec le totalitarisme qu'avec la liberté, et, si l'est nécessaire de refuser dans le conflit actuel de soutenir la tyrannie stalinienne, il serait erroné pour autant de passer avec armes et bagages dans le camp américain. Le front des travailleurs n'est ni le front stalinien, ni le front américain. C'est le troisième front prolétarien, c'est le TROISIÈME FRONT REVOLUTIONNAIRE.

René MICHEL.

(1) L'un des syndicats ouvriers américains, l'A.F.L., a repris comme déclaration de principes la Constitution américaine... en en censurant un passage jugé trop révolutionnaire !

(2) L'Américain moyen, par principe, préfère la guerre à la révolution. Les guerres mondiales ont coûté à l'Europe des dizaines de millions de morts, et ont amené la pauvreté. Elles ont coûté à l'Amérique quelques dizaines de millions de morts, et ont apporté la richesse.

LEVALLOIS

COMMÉMORATION LOUISE MICHEL

Dimanche 7 janvier
organisée
par le Groupe de Levallois

Orateur: FONTAINE

Rendez-vous : 15 h.
Métro : Louise Michel

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

2^e REGION
Paris-XVIII^e (Louise Michel)
Jeudi 4 janvier
à 20 h. 45
Salle de l'Olympia, 20, rue Léon

Histoire
du Mouvement Anarchiste
par Jean Maitron
Docteur ès Lettres
de la Faculté de Paris

13^e REGION
NICE
5 JANVIER
SALLE CAROLINA
« Le Plan de l'Administration des choses »

Devant le totalitarisme bureaucratique stalinien se dresse un totalitarisme américain en voie de construction. Il est compromis entre la force montante, la bureaucratie économique, politique et sociale, et la domination du grand capital sous une forme encore comparable à celle du viel impérialisme. Si, en gros, on peut dire que le parti démocratique représente davantage la bureaucratie d'Etat, et le parti républicain le grand capital, il serait faux de schématiser. On trouve souvent des éléments sociaux très semblables dans les deux partis. Les circonstances aussi peuvent les rapprocher, et c'est ainsi que Truman, le président « démocrate », a mis en veilleuse certains aspects de son programme éthique-social (programme sur la base duquel les puissants syndicats travailleurs avaient appuyé son élection) fait assez typique du besoin de sécurité des masses américaines), afin d'arriver à une entente avec les républicains dans la conjoncture grave actuelle.

Les 100 frs du "Lib"

	Boro	Renouvellement
Laberche	200	et versements nouveaux
Paris	300	
Amable	400	
Canet	400	Girard 100
Moranzoni	400	Stauff 100
Mancel	100	3 amis 100
Nouvelon	100	l'Union 300
François R.	200	Viallet 200
B. S.	200	Denech 200
Bonnel	200	Dommange 100
Guillotin	100	Laurent 100
Walray	100	Destrier 100
Carlier	50	Heury 200
Steensland	100	Simone et 200
Levanteins	100	Aristide 500
Wittes	100	Fonte 500
Pitte	1,200	Perrich 400
Devriendt	1,200	Bonnie 700
Le Bideat	1,200	Guillot 200
Aubert	1,000	Gouzy 400
Levantein	500	Dumas 500
Thivoly	500	Alvarez 200
Résist. Inter.	200	Berthou Y. 300
		Lavori 200
		Levantein 200
		Guichot A. et 100
		M. P. 500
		Marchand 305
Sostalid	200	Salier 200
Audan	200	Collette 100
Minutti	200	Guillot 600
Girard	500	Ferrer 100
Devriendt	500	Douckhan 200
Le Bideat	500	A. P. 100
Levantein	500	Levantein 100
Roca	500	Bouye 200
Vicenue	800	Guillot 500
	200	Bichon 200
	200	Deleuze 500
	200	Bellec 500
	200	Nadal 100
	200	Rigal 100

Trois actions de Pie XII

(Suite de la première page)

Mais une troisième action de Sa Sainteté a fini de nous empêtr d'aïe. Elle a dû faire face à un événement déchaîné. On se souvient qu'à l'entrée de Hitler dans Rome, s'il n'allait jusqu'à excommunier le chef du national-socialisme, du moins se résisterait-il pour bouder à sa résidence de Castelgondolfo. Infallible sur le dogme, il ne saurait être de ceux qui doutent, ni par conséquent qui s'abstinent. Face aux calamités majeures, il n'hésitera jamais à proclamer un nouvel article de foi, à détrier un vieux squelette, ni même à boucher un trou de souris avec un parpaing préalablement sanctifié.

Le fond, nous souhaiterons fort que tous les souverains du monde se bormassent à ce genre de préoccupations.

Pierre-Valentin BERTHIER.

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES ANARCHISTES AU PAYS DE TITO

La réalité Yougoslave (VII)

Une grande enquête du "Lib" par Joë LANEN

ROLES DES SYNDICATS

L'importance de l'organisation syndicale dans la société n'échappe pas aux révolutionnaires. Qui que puisse être le caractère de cette société. Il est évident que le rôle, sinon la structure des syndicats est différent suivant qu'il évolue dans une société du type capitaliste-libéral ou d'Etat, ou dans une société du type socialiste.

Dans le premier cas, les syndicats ont pour rôle essentiel de défendre les intérêts immédiats des travailleurs. Et au travers de cette lutte pour les « conditions de vie », il doit tendre à supprimer les forces d'exploitation et à préparer le prolétariat à prendre lui-même en mains l'appareil économique de cette société. Dans le cadre d'une société socialiste — ou communiste — qui présume un PROLETARIAT SOUVERAIN, la fonction des syndicats consiste à gérer l'appareil de production en fonction des besoins et des intérêts généraux des producteurs.

Cette distinction était laïte, voyons dans quelle mesure les syndicats yougoslaves réalisent concrètement les vieilles aspirations des travailleurs : LA TERRE AUX PAYSANS, L'USINE AUX OUVRIERS, LA MINE AUX MINEURS.

L'article 20 de la Constitution Yougoslave reconnaît à chaque individu la garantie du droit d'association (1). Mais cette garantie est soumise aux conditions définies dans l'article 48 : « Sont interdites les organisations privées, exerçant un monopole tel que cartels, SYNDICATS, trusts et organisations similaires (2) créées dans le but de dicter les prix de monopoliser les marchés et de NUIRE AUX INTERETS DE L'ECONOMIE NATIONALE ». Il n'est pas douteux que toute association de travailleurs, non reconçue et contrôlée par l'Etat, présentant des revendications de salaires, sera condamnée comme nuisante aux intérêts de l'Economie nationale. Et de fait, il n'existe en Yougoslavie qu'une organisation syndicale : la Confédération des syndicats yougoslaves (C.S.Y.).

Les tâches fondamentales et exclusives de la C.S.Y. sont définies dans les statuts de l'Association, édités à Belgrade en 1949, donc après la « rupture ». Voici ce qu'ils disent :

« Eduquer la classe ouvrière dans l'esprit du marxisme-léninisme pour faire la conscience socialiste chez les ouvriers et employés en vue de leur mobilisation pour l'éducation du socialisme dans notre pays ;

« Etre l'organisatrice directe de la lutte de la classe ouvrière pour l'augmentation de la production, pour l'accroissement de la productivité du travail et des nouvelles forces de production, pour la nouvelle attitude de la classe ouvrière et des masses laborieuses à l'égard du travail au moyen du développement constant de l'éducation sociale, du travail de choc, de l'esprit de rationalisation, d'innovation et d'invention ; pour la discipline du travail, l'amélioration de la qualité du travail, l'économie et le respect de la propriété du peuple... »

« Evidemment, il y a là bien quelques allusions imprécises aux « besoins des ouvriers » ou à un « système équitable de rémunération », mais elles ne signifient rien. Autant que nous le sachions, la Constitution soviétique prévoit même, la possibilité pour un quelconque khôlozien de pouvoir demander l'exclusion du président de son kolkhoze. Mais dans la pratique il ne le fait jamais car l'ambiance est telle que d'une part son esprit critique est très peu exercé et d'autre part l'individu sait très bien que toute tentative de révolte même justifiée peut lui coûter la liberté ou la vie.

Ces quelques extraits des statuts de la C.S.Y. résument parfaitement les fonctions des syndicats « au pays de Tito ». Ils ont perdu tout caractère de

défense des travailleurs : les salaires sont fixés par voie de décrets gouvernementaux. Mais, par contre, ce sont les syndicats d'entreprises qui fixent les normes de production ou leur augmentation dans le cadre évidemment des normes déterminées par le Plan Quinquennal. Les syndicats deviennent donc l'appareil le plus perfectionné de l'exploitation de l'homme.

Dans une entrevue que nous eûmes avec le président des syndicats de la République de Croatie, un camarade demandait : « Les syndicats peuvent-ils poser des revendications de salaires ? Ils se peut que les syndicats aient des divergences de vue sur la façon de construire le socialisme. Comment cela se passe-t-il ? » Le président lui répondit : « L'usine n'a pas la responsabilité matérielle des travailleurs. Le Plan Quinquennal a été approuvé par les représentants syndicaux. Et aucun homme n'a le droit de prendre des obligations qu'il ne peut pas tenir (3). Notre Parti (le P.C.Y.) a son programme, notre syndicat et le Front populaire le leur. Mais tous les programmes sont identiques. Notre parti a son programme l'éducation du socialisme au travers du Plan Quinquennal. Le syndicat doit appliquer ce programme. Chaque organisation de masse a son programme particulier, mais chaque organisation s'inspire du programme du Parti. Il y a beaucoup de ces organisations, mais toutes suivent la même route... » De ces réponses il ressort que :

« Le syndicat ne participe pas à l'élaboration du Plan Quinquennal, mais en applique les données dans les entreprises.

2° Le Parti est l'organisation directrice du pays. Son programme sert de modèle aux autres organisations (Front populaire, J.P.Y., Syndicats, front antifasciste, etc.).

3° Les syndicats ne jouissent d'aucune indépendance à l'égard du Parti et du Gouvernement. Et en fait, selon des déclarations officielles plus de 90 % des dirigeants de la C.S.Y. sont membres du parti. Le président est en même temps membre du Comité Central du P.C.Y. (4).

L'affiliation au syndicat n'est pas obligatoire, nous a-t-on dit. C'est également écrit dans les statuts. Mais les ouvriers syndiqués bénéficient d'avantages appréciables après onze mois d'affiliation, tels que réduction sur les frais d'hébergement dans les maisons de repos et exclusivités des « économies » (5). Ces avantages constituent une pression indéniable sur le travailleur pour qu'il se syndique.

Sur le plan international la position de la C.S.Y. est très savoureuse. Après avoir été exclue de la Fédération Syndicale Mondiale stalinienne, la C.S.Y. n'a cessé de protester contre cette exclusion, arbitraire selon elle. Il faut être vraiment naïf ou intéressé pour prétendre que — même sous certains aspects — la F.S.M. constitue une internationale prolétarienne. L'évitement de ses rangs, des représentants des syndicats yougoslaves est une preuve, s'il en fallait une de plus que la F.S.M. est inféodée à l'impérialisme de l'U.R.S.S. Qui pouvait donc espérer, au sein de cette internationale, les « authentiques constructeurs du socialisme » ? Sinon aligner leur politique sur celle définie par les bureaucraties du Kremlin ?

Toute l'activité internationale des dirigeants de la C.S.Y. sur le terrain syndical est axée sur la prétexte volonté

NOUS voici arrivés au terme de notre enquête. Nous ne pourrions prétendre avoir une opinion générale sur la « Yougoslavie Nouvelle » sans étudier le caractère et les fonctions des syndicats et du Parti Communiste Yougoslave. Étant donné l'ampleur de ces questions, nous nous croyons contraints de les traiter sur deux parutions du « Libertaire ». Nous examinerons aujourd'hui les syndicats yougoslaves.

des primats yougoslaves de faire connaître la vérité sur le pays. Nobles sentiments qui ne suffisent pas pourtant à poser les conditions élémentaires d'un rassemblement du prolétariat mondial, sinon autour de doctrines, du moins en fonction d'aspirations communes. L'internationalisme des dirigeants yougoslaves demeure platonique, par même idéaliste. Il est certain — à leur décharge — que la « politique internationale » de leur gouvernement est une hypothèque qu'ils n'arriveront jamais à surmonter. Dans leur immense majorité, les travailleurs savent à quoi s'en tenir sur le régime yougoslave.

L'USINE AUX OUVRIERS

Le décret gouvernemental sur la réforme de la gestion des usines aux ouvriers est sans conteste l'argument le plus solide de la propagande yougoslave. Si vous discutez avec un « titiste », celui-ci ne manquera pas de vous sortir comme argument final et décisif : « Oui, ce pays est socialiste, la preuve, les usines sont remises à la gestion des ouvriers... » Cet argument semble embarrasser les staliniens qui évitent de se mêler à la controverse sur ce sujet. En vérité, il y a là, matière à discussion. De même que les mouvements révolutionnaires mondiaux ont longuement épilogué sur les « Soviets » de l'U.R.S.S. il convient d'examiner, tant du point de vue objectif que subjectif ce que signifie ce fameux décret du 28 juin 1950.

Etant donné la situation particulière de la Yougoslavie — à l'égard surtout du glacier soviétique — il sait indispensable pour ses dirigeants de se distinguer du bloc grand-russe. Tant sur le plan de la doctrine, en appelant le marxisme-léninisme à la rescoufle que sur le terrain des réalisations concrètes.

Plusieurs impératifs — sociaux et moraux — militaient en faveur de la promulgation d'un tel décret. Chacun de ces impératifs découlent de la nécessité de différencier le socialisme de Tito de la bureaucratie soviétique d'une part, et de consolider par l'intérieur et l'extérieur, un régime sérieusement compromis, par l'introduction de mesures jacobines dans la politique de la République de Yougoslavie, d'autre part partant de ce point de vue que le Soviét de l'U.R.S.S. le « collectif ouvrier » de Yougoslavie ne possède un véritable pouvoir de gestion — avec tout ce qu'il implique comme souveraineté. Dans ses principes fondamentaux, le texte du décret-loi prévoit que « les usines, les mines, les entreprises de transports, de communications, agricoles, forestières, communales et autres entreprises économiques d'Etat, comme biens du peuple et au nom de la communauté sociale, sont gérées par les collectifs ouvriers dans le cadre du plan économique d'Etat et sur la base des droits et devoirs fixés par les lois et autres prescriptions juridiques (dont on ignore tout le détail J. L.) » (7). Cette déclaration de principe est en soi, une limitation du pouvoir des « collectifs ouvriers » subordonné au plan économique national (Plan Quinquennal) défini par l'Etat sans le concours des travailleurs, et à la législation d'Etat, au service de la domination des castes bureaucratiques privilégiées.

Et nous ne voyons pas pourquoi, un Etat qui aurait si bien rempli son rôle (créer la société communiste) aurait à détruire, son utilité ayant été démontrée pour réaliser concrètement les aspirations des révolutionnaires. Mais la réalité est tout autre. Pas plus que le Soviét de l'U.R.S.S. le « collectif ouvrier » de Yougoslavie ne possède un véritable pouvoir de gestion — avec tout ce qu'il implique comme souveraineté.

Dans ses principes fondamentaux, le texte du décret-loi prévoit que « les usines, les mines, les entreprises de transports, de communications, agricoles, forestières, communales et autres entreprises économiques d'Etat, comme biens du peuple et au nom de la communauté sociale, sont gérées par les collectifs ouvriers dans le cadre du plan économique d'Etat et sur la base des droits et devoirs fixés par les lois et autres prescriptions juridiques (dont on ignore tout le détail J. L.) » (7). Cette déclaration de principe est en soi, une limitation du pouvoir des « collectifs ouvriers » subordonné au plan économique national (Plan Quinquennal) défini par l'Etat sans le concours des travailleurs, et à la législation d'Etat, au service de la domination des castes bureaucratiques privilégiées.

Mais cette limitation fondamentale qui détruit tous autres avantages accordés, par ailleurs, n'est pas unique.

Si le collectif ouvrier est élu sur la base de l'entreprise pour un an par les travailleurs de cette entreprise, le Comité en question qu'il crée dépend des « ordres et instructions des organes d'Etat compétents (élus, mais non contrôlés) ou du Comité de gestion du Groupeement économique supérieur (Art. 5) lequel est désigné par les représentants de l'Etat et non par les travailleurs. L'article 8 ajoute pour préciser : « tant que la loi n'en décidera pas autrement, et dans le but

1° Le décret a été promulgué peu de temps avant la venue des brigades étrangères. Dans un laps de temps suffisant pour que les « comités de gestion » envisagés ne puissent être mis en application. Les responsables politiques et syndicaux que nous avons rencontrés ont axé leurs démonstrations sur la mise en pratique des « collectifs ouvriers ». Mais nulle part nous n'avons vu fonctionner ces « collectifs ». PARCE QU'ILS N'EXISTENT PAS ENCORE

2° Il n'est pas exclu que ce décret ne fut pas imposé inconsciemment même par une classe ouvrière surrexplorée, attendant toujours les améliorations promises à grands cris en contrepartie d'une production accélérée. En fonction de cette baisse d'enthousiasme, baisse de la production générale.

Or, depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

3° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

4° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

5° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

6° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

7° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

8° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

9° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

10° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

11° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

12° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

13° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

14° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

15° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

16° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

17° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

18° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, particulièrement depuis la « rupture », ne cessent de s'améliorer. Pour stimuler de nouveau les énergies, les promesses aussi attrayantes soient-elles, ne suffisent plus. Tito a donc pris le parti de présenter la classe ouvrière comme classe dirigeante, au travers d'un décret. Sans omettre de souligner que le régime stalinien était dépassé de cent coudees. Et même, singulière dialectique, Josip Broz présente ce décret comme une phase du dépérissement de l'Etat que les bureaux

19° Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs yougoslaves

Que peuvent les Hommes ?

(Suite de la première page)

dément, travail aux pièces, nationalisme agressif, colonisation de la paysannerie sont élevés à la hauteur de valeurs socialistes. Aux Etats-Unis, lorsque par des moyens fiscaux, l'Etat absorbe les super bénéfices pour outiller sa machine de guerre et entretenir des armées et une hiérarchie administrative et militaire dévorante, dans ces deux systèmes, il y a en fait une combinaison de capitalisme dirigé et de socialisme d'Etat, de production planifiée et de technocrates privilégiés et spécialisés dans l'organisation du travail et dans la coordination des structures d'entreprises, type soviétique ou type américain.

Certes, la course aux matières premières et aux bases restent les impératifs de la lutte contre les grands Etats modernes, l'idéologie ne fait qu'habiller cette rivalité mécanique pour capter les grands réflexes inattendus des masses, lorsque la misère et l'inquiétude dépassent certaines limites.

Examens un jeu de carte de géographie économique et derrière les appels à l'indépendance et à la liberté bourgeoise se dissimuleront les gisements de pétrole, de manganèse, d'antimoine, de bauxite, de fer, de cuivre, de nickel, d'or et de charbon.

Comme les grands Etats veulent s'étrangler réciproquement, ils puissent dans leur duel machiavélique, des arguments destinés à la consommation intérieure et aux masses des autres continents pour émouvoir leurs opinions publiques et amener les opinions publiques des pays étrangers ou une partie de ces derniers à accepter, comme justes les revendications d'un grand Etat contre un autre grand Etat.

De toute manière, les plus grands sacrifices sont faits par l'U.R.S.S. et par les Etats-Unis pour trancher le grand différent de la co-existence des Etats, l'un se servant d'une idée qu'il piétine, l'autre d'une conception machiavélique qui doit faire connaître l'âge d'or après l'enfer d'une guerre atomique et le purgatoire d'une reconstruction.

LES « PRETS AMÉRICAINS »

L'Etat américain grand pourvoyeur de capitaux, suppléant aux défaillances de l'Etat anglais et de l'Etat français dans le domaine bancaire a cédé avec le plan Marshall, une partie de sa puissance économique aux deux Etats économiquement anémis par la guerre, comme avec le Pacte d'assistance militaire, il alimente leur machine de guerre. Et ceci pour que « l'équilibre économique » difficilement atteint ne soit pas mis en pièce par une brutale politique d'armements que leurs propres ressources financeraient.

Ce fut la fameuse distribution pour l'année 1949 de 6 milliards de dollars de dons et de crédit.

1.100 millions de dollars à la Grande-Bretagne, 850 millions de dollars à la France, 500 millions à l'Allemagne, 400 millions à l'Italie, 350 millions à la Hollande, etc..

Une partie de ces capitaux contrôlés par l'Export-Import Bank, servaient en somme à créer des entreprises américaines dans ces pays ou à mettre entre les mains d'hommes d'affaires américains, des actions de sociétés anonymes européennes, avec des facilités pour convertir en dollars les profits ainsi rapatriables et des garanties en cas de nationalisation.

L'intérêt capitaliste bien compris s'est trouvé lié à une opération faisant des U.S.A., le leader des nations occidentales, leader qu'anime un ultra nationalisme alimenté par la peur du « communisme ». Au fait, dans cette guerre qui se prépare, quelles sont les valeurs défendues ? Socialisme policier ici, fascisme militaire là, on ne voit pas ce que les « valeurs de civilisation » viennent faire dans ces superstructures pyramidales et hiérarchisées.

Si le paysan et l'ouvrier russe travaillent pour l'Armée Rouge, sous la surveillance du Commissariat aux Affaires intérieures (M.V.D.), le fermier du Middle-West et le métallurgiste de Detroit (bientôt sous la surveillance politique de la police fédérale) travaillent pour les stocks de guerre.

L'appareil administratif pour le contrôle de la répartition des matières premières et de la main-d'œuvre est prêt au fonctionnement avec le contrôle sur les prix et les salaires. Et cet appareil en place depuis toujours en U.R.S.S. et depuis peu chez les satellites, recevra bientôt une affectation dans toute l'Europe Occidentale.

Si aux Etats-Unis les automobiles, les frigidaires, les postes de radios et de télévision ne représenteront plus qu'un faible pourcentage de fabrication à titre civil au profit de l'armement varié et de l'appareillage complexe des instruments de guerre, en Occident, le niveau de vie baissera sérieusement et l'instrument syndical ébréché par des restrictions légales, sera impuissant à freiner les abus que le mot magique « Défense Nationale » autorise, sans parler de la production civile encore plus faible en cas de guerre ouverte et de destructions, sans parler d'une pénurie plus grave accentuée par les trafics, les stocks clandestins et le marché noir.

Pour consoler les travailleurs qui pensaient en avoir fini avec la

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

UNE FORME DE L'EXPLOITATION :

LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

L'ACTUELLE régression sociale est tristement illustrée par la semaine de travail au nombre d'heures que seule la capacité de résistance physique peut encore limiter. La semaine de quarante heures, non seulement est oubliée, mais encore ne faudrait-il pas s'avisé de la préconiser aux victimes d'une situation sociale rappelant de plus en plus celle qui existait sous Napoléon III. Les ouvriers dans presque toutes les entreprises n'ont plus qu'un but : accumuler au bout de la semaine le plus grand nombre possible d'heures. C'est une véritable et stupide compétition — le mot n'est pas trop fort — dont l'enjeu est la paix qui, elle, ne permet plus — en guise de délassement — que la beuverie dominicale.

L'ACTION GESTIONNAIRE

Contre cette tendance et contre le climat belliciste qui la détermine, nous devons agir, agir avec d'autres moyens qu'un antimilitarisme passif et un mythe de grève générale dont à plusieurs reprises les ruptures d'équilibre ont montré l'inéficacité pratique quoique l'initiative fût théoriquement révolutionnaire.

Et l'action aujourd'hui doit tendre à bloquer les moteurs de l'économie de guerre, de l'économie étatique.

La brèche que l'on peut faire dans le front de guerre est une brèche économique, donc toute l'expérience ouvrière des luttes doit jouer en faveur de l'emprise de l'appareil de production à arracher des mains puissantes de la grande industrie et de la finance. C'est sur ce point que le combat doit se penser sans aucun égard aux conseils de prudence des politiciens « ouvriers ». C'est sur ce point qu'il est possible de prendre le capitalisme à la gorge et comme on ne peut toucher l'un sans que l'autre intervienne, l'Etat sera là avec ses forces répressives classiques.

Mais ces forces répressives ne peuvent avoir du mordant que dans un cas de phénomène gestionnaire isolé, sans lien avec le reste du prolétariat, sans lien avec la force syndicale générale. Encore qu'une répression soit une arme à deux tranchants. Elle ne décourage que les timorés, mais exalte les militants sérieux qui savent pourquoi ils luttent et, de ce fait, ont le courage de la situation.

L'action gestionnaire est une action, extrêmement dure; nous ne l'ignorons pas. D'autant plus que comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, elle exige une préparation suffisante et surtout la concentration des efforts sur le point où le capitalisme domine et dicte ses volontés.

C'est la grosse industrie, la grosse industrie extractive, minière, sidérurgique, chimique, mécanique, électrique, gazière, qui doit retenir notre attention. Le caractère-clé, vital de cette industrie en fait le point le plus puissant et le mieux défendu. Une action gestionnaire dans ce temple de la puissance économique ne résoudra pas le problème d'emblée, car la puissance capitaliste ne tombera qu'à la longue, c'est-à-dire à partir du moment où nous serons capables de continuer cette action du secteur tout-puissant au secteur moins puissant représenté par le million d'entreprises occupant cinq millions de salariés, appelées communément petites et moyennes entreprises. Cette seconde étape sera plus longue, car nous sommes en face de forces intermédiaires agressives mais leur dépendance des industries vitales contrôlées par les gestionnaires les amènera à suivre le processus de réorganisation. Les forces de l'Etat, avons-nous dit, réagiront et c'est là qu'il faudra manœuvrer avec habileté pour empêcher les forces intermédiaires économiques de leur prêter main-forte, en créant un climat psychologique défavorable auquel sont vulnérables les couches populaires hésitantes. Ce climat psychologique nuisible peut d'ailleurs être neutralisé par la continuité de la production de biens et de denrées gressonnaires à un coût inférieur au coût capitaliste et étatique.

On n'a sûrement pas oublié avec quel entraînement l'armée française fut dans le chemin de Marseille dès les premiers chocs avec la Wehrmacht (réduisant ainsi au strict minimum des pertes matérielles et humaines qui eurent été dix fois plus considérables si les troupes avaient attaché le moindre prix à la barbarie que « l'honneur » et la « gloire ») ont toujours provoqué.

Confier des armes modernes à de tels « mauvais » soldats, c'est faire un cadeau aux staliens. Leur donner des « rossignols » c'est farder la réalité. Encore passons-nous silencieusement le travail de sape organisé par les partis staliens (surtout en France) et les sabotages enchaînés qui ne manqueront, sûrement pas de se multiplient.

Il devient très fréquent de constater que le « litre tient une place quasi sacrée dans l'existence de malheureux astreints, pour des raisons diverses, aux invraisemblables journées de 12, voire de 14 et même de 16 heures !

Ayant perdu toute notion de luttes syndicales et partant sociales, ayant oublié même la solidarité ouvrière, ils se replient sur eux-mêmes et pensent leur épingle du jeu alors qu'ils risquent la déchéance physique et morale que provoque inévitablement ces normes inhumaines de travail.

Aujourd'hui l'ouvrier d'usine n'ose plus même penser à une augmentation du salaire de base et ses revendications se limitent à l'autorisation de « faire des heures » ! On croit rêver !

Bien sûr le patronat accepte de grand cœur cette étrange revendication. S'il s'y opposait, il s'embauchait suffisamment pour que soit respectée la semaine de 40 heures, les travailleurs accusés à la famine — à cause des taux horaires insuffisants, seraient forcés de se révolter. En outre, il est un autre bénéfice, d'ordre psychologique certes, mais d'une importance non négligeable, qu'est la concurrence — avec raison — le patronat.

Le système des heures supplémentaires provoque l'avachissement des prolétaires. La vie syndicale, le développement

ment des facultés spirituelles de chacun, les possibilités d'évasion, de culture, les réunions, les meetings, les actions sociales diverses, les prises de contact entre groupements divers, en un mot toute activité intelligente, toutes les forces motrices de l'émancipation des masses et des individus sont totalement paralysées par l'inexistence des loisirs. Le prolétariat n'est plus qu'une machine : Boire (surtout hélás !), manger, dormir, produire. Et se reproduire. Voilà son lot. La loi d'airain acquiert une vigueur nouvelle.

Il serait imprudent de sous-estimer les répercussions que ne manquera sûrement pas de provoquer une telle situation. Les hommes — et ils sont nombreux — astreints à une telle vie ne peuvent que sombrer dans un état voisin de l'animalité et tous les espoirs révolutionnaires risquent de s'éteindre.

Surtout que le chômage augmente dans l'exacte mesure où s'étend l'abominable « semaine illimitée ». Ainsi s'accentue la désunion ouvrière : d'un côté les chômeurs, de l'autre ceux qui leur enlèvent toute possibilité de travail. La multitude de salaires différents, la complexité des échelles hiérarchiques paracheve le morcellement des travailleurs en une mosaïque de groupements, de clans d'isolés, hautement avantageux au patronat. Encore ne

parlons-nous pas de l'émettement syndical !..

Aujourd'hui se confirme la mystification dont furent victimes tous ceux qui, à la « Libération », suivirent le tandem de Gaulle-Thorez, tous ceux qui s'inclinent devant le fameux slogan « Re trouvez vos manches », tous ceux qui, étouffant leurs instincts révolutionnaires, voulaient croire que la « renaissance française » n'était pas un vain mot et qu'ils seraient automatiquement les bénéficiaires de la prospérité recouvrée ! Qu'on se souvienne des masques de l'Etat, des défilés quasi militaires de prolos hurlant : les oisifs au travail ! Primes au rendement, etc.. Qu'on se souvienne du blocage des salaires et de la liberté virtuelle des prix et que l'on regarde maintenant ce qui se passe dans l'usine — devenue un camp de concentration — et on ne pourra

ra pas ne pas être convaincu de la monumental escroquerie au patriottisme organisé et impulsé surtout par les Staliniens. Et l'on ne pourra pas non plus nier que les travailleurs ne devraient avoir que de très lointaines attaches avec une organisation sociale qui les réduit à l'escravage.

Il leur faut donc prendre maintenant conscience de leur défaite, leur faut prendre leurs responsabilités. Car ils en ont. Il est trop facile de tout mettre sur le dos du patronat. Ce dernier joue son rôle d'exploiteur. Mais sa férocité ne s'étend, ne se développe que dans la mesure où les travailleurs, ayant perdu toute dignité, acceptent de courber l'échine.

Qu'ils se redressent ! Qu'ils aient le courage de lutter ! de souffrir, d'avoir faim même. Et le patronat reculera.

Jean CLARI.

Uruguay :

LA SEMAINE DES 40 HEURES

Une information de la Commission de Relations de l'Internationale Anarchiste (C.R.I.A.), nous apprend que le mouvement ouvrier finaliste d'Uruguay (F.O.R.U.) vient de déclencher une campagne de propagande et d'agitation pour la journée de 5 heures. Les patrons uruguayens afin d'éviter les pertes de temps provoquées par les arrêts et reprises de travail, voulaient imposer la journée continue, c'est-à-dire 6 à 7 heures de travail sans l'habituelle coupure de 2 heures pour déjeuner.

Comme on le voit, nous sommes déjà loin de la conception européenne de la durée extensible du travail quotidien, mais nos camarades d'Uruguay, s'ils ac-

ceptent à la rigueur l'idée de la journée continue sont par contre irréductiblement opposés à sa durée de 6 ou 7 heures, qu'ils veulent ramener à 5 heures : une journée plus longue provoquerait une trop grande fatigue, un déséquilibre du système nerveux et par conséquent une augmentation du nombre d'accidents de travail.

De plus, le progrès industriel permet d'obtenir en 5 heures une production bien supérieure à celle de jadis où pourtant la journée de travail était beaucoup plus longue. Un ouvrier produit aujourd'hui autant que 5 ouvriers jadis dans le même laps de temps. Donc, si jadis la production était suffisante avec un travail de 8 heures, elle doit l'être encore aujourd'hui en travaillant cinq fois moins, soit 96 minutes.

D'autre part, travailler plus d'heures, c'est condamner au chômage et à la famine plus d'ouvriers, c'est permettre aux patrons une accumulation de bénéfices, c'est provoquer un déséquilibre économique générateur de guerre.

En conséquence, les camarades de l'Uruguay préconisent la journée de 5 heures par deux équipes se relevant à midi par exemple.

On sent en examinant ces arguments et en lisant la presse ouvrière finaliste uruguayenne que la grande préoccupation de nos amis est d'abord d'éviter le chômage et la terrible misère qui le suit, ensuite d'augmenter le bien-être des travailleurs en réduisant les marges des bénéfices du patronat.

Quel contraste d'un continent à l'autre !

Contraste entre cette chaude solidarité ouvrière qui se dégage de toute l'activité du mouvement libertaire uruguayen et les tristes marchandages de nos centrales syndicales politisées.

On sent en examinant ces arguments et en lisant la presse ouvrière finaliste uruguayenne que la grande préoccupation de nos amis est d'abord d'éviter le chômage et la terrible misère qui le suit, ensuite d'augmenter le bien-être des travailleurs en réduisant les marges des bénéfices du patronat.

Contraste entre le désintéressement de nos amis et les compromis honteux de nos fonctionnaires syndicaux.

Contraste entre la vigilance et les efforts du Mouvement Finaliste d'Uruguay pour donner du travail à tous et les primes de rendement imposées ici par la C.G.T. il n'y a pas tellement longtemps.

Contraste entre cet esprit de lutte toujours en éveil et la somnolence du monde syndical européen.

Contraste enfin entre les résultats obtenus.

R. C.

L'EUROPE ET LA GUERRE

(Suite de la 1re page)

« Mauvais et bons » soldats

Bien que Mac Cloy vienne d'affirmer que les bons soldats allemand n'ont pas perdu leur honneur on peut penser que le Pentagone n'accordera qu'une confiance restreinte à des hommes qui viennent de subir cinq années de massacre. Et leur méfiance s'étendra à la plétiale française.

Ces difficultés quasi-insurmontables jointes à d'autres, d'ordre économique, financière, sociale que nous ne pouvons analyser ici, provoquent dans le clan du Département d'Etat un flottement qui ne peuvent dissimuler les affirmations les plus périlleuses de Dean Acheson. Ce n'est pas pour rien, mais pour les Pyrénées, que les U.S.A. échangent avec Madrid des Ambassadeurs, qu'un néo-isolatisme avec Hoover en tête, prend racine dans l'opinion américaine. Si considérable que soit la puissance du Nouveau Monde, la tâche de soumettre toute l'Europe à un dirigeant politique-militaire absolu est encore bien au-dessus de ses possibilités.

Impôts de plus en plus lourds, journée de travail sans limite, forte de la vie en hausse constante, salaires bloqués, patronat arrogant et déploiement policier rendant toute grève, toute manifestation difficile.

Et là encore cette transformation de la démocratie capitaliste, en société du type fasciste, fait le jeu de Staline. Si la guerre éclate, si la France est occupée par ses troupes, l'appareil d'Etat renforce à l'extrême, une police nombreuse, des lois draconiennes, le monde du travail écrasé formeront d'excellents éléments pour l'organisation du bolchevisme intégral.

ERIC ALBERT.

Le camp Atlantique et le jeu du Kremlin

Incapable de freiner la marche des événements, incapables de dénicher la stricte tradition militaire, les hommes d'Etat européens ont trouvé original de revenir au militarnisme : Si Vis Pacem per bellum. Et ils ne peuvent même pas préparer la guerre ou mieux — si l'on peut dire ! — un « baroud d'honneur ! » Mais le plus ahurissant de tout cela n'est-ce pas cette politique financière sociale et économique à laquelle ils soumettent les peuples faisant ainsi magnifiquement le jeu du Kremlin ? Pour quelques canons sortis des arsenaux, pour quelques « Liberty Cheeps » accostant à Bordeaux pour quelques bataillons de « gardes territoriales », que de troubles sociaux en perspectives ! Que de difficultés financières ! Que de nouveaux déperissements de la monnaie ! Et encore, quelle aventure pour le colomphophile de Stockholm !

Mais non faut-il donner le change aux U.S.A. qui ne pourraient un seul instant admettre qu'à leur colossal effort ne répondit celui de leurs satellites même si ce dernier s'avéra vain ? D'ailleurs, tout héritage n'est pas exclu de l'opération. Le patronat se réjouit de cette nouvelle course aux armes qui non seulement assure de

autorisés et les peuples qui les accueillent comme de simples espions et des traîtres.

Et bien ! pour rendre évidente leur hyp